

Nahuel Moreno
Eugenio Greco
Alberto Franceschi

Thèses sur le guérillérisme

1986

I

Le programme du trotskisme consiste à mener la révolution socialiste mondiale, en mobilisant en permanence la classe ouvrière jusqu'à la destruction du système impérialiste mondial, la prise du pouvoir par la classe ouvrière internationale et la construction du socialisme à l'échelle mondiale. Pour mener à bien ce programme, le trotskisme se fixe pour objectif la construction de l'Internationale, le Parti mondial de la révolution socialiste, sans la direction duquel la révolution socialiste mondiale ne pourra triompher. C'est pourquoi les deux seules stratégies générales du trotskisme sont : la mobilisation permanente de la classe ouvrière et des masses pour la prise du pouvoir et la construction du parti. Par rapport à son programme et à ses stratégies, tout le reste relève de la tactique. Nous n'avons aucun accord programmatique ni stratégique avec aucun courant, mouvement, tendance ou parti dont le programme, l'organisation et/ou la méthodologie s'opposent à la mobilisation indépendante, démocratiquement auto-organisée et permanente des travailleurs aux niveaux international et national, ainsi qu'à la construction de l'Internationale et de ses sections nationales.

II

La révolution ouvrière socialiste, comme toute révolution dans l'histoire, est également populaire. La classe ouvrière ne peut prendre et exercer le pouvoir qu'avec la mobilisation et le soutien de la majorité de la population, c'est-à-dire sans l'alliance des travailleurs avec les masses populaires non prolétariennes exploitées et opprimées par le système capitaliste impérialiste, ses régimes et ses gouvernements.

La nécessité de l'alliance ouvrière-paysanne-populaire pour faire la révolution socialiste et instaurer la dictature du prolétariat s'exprime sur le terrain politique, dans l'obligation pour le parti ouvrier révolutionnaire de mener une politique d'alliances avec les directions politiques de ces classes et couches sociales. Ces alliances sont non seulement légitimes, mais indispensables pour mobiliser les masses et prendre le pouvoir. C'est ce que démontre l'expérience des bolcheviks, qui ont dû conclure un pacte avec les socialistes-révolutionnaires de gauche pour porter les soviets au pouvoir en Russie en 1917 avec le soutien de la paysannerie.

Mais cette politique d'alliances ne mène à la révolution socialiste que si la classe ouvrière et son parti révolutionnaire restent indépendants, agissant en tant que direction, en tant que chef de file de tout le peuple. Il en va ainsi parce que les directions petites-bourgeoises et bourgeoises sont les ennemies mortelles de la mobilisation permanente et démocratiquement auto-organisée des travailleurs, de la prise du pouvoir par ceux-ci et de la révolution socialiste. Toute alliance avec ces directions est donc tactique, momentanée,

un accord pour une action commune. Son objectif est de mobiliser les masses de la manière la plus large possible. Elle ne peut et ne doit se réaliser que lorsque ces directions mènent, encouragent ou ouvrent la voie à la mobilisation des masses. Et elle est vouée à se rompre dès que ces directions trahissent le processus révolutionnaire, ce qui est inévitable en raison de leur nature de classe. C'est ce qui s'est également produit en Russie, où les socialistes-révolutionnaires de gauche ont rapidement rompu avec les bolcheviks et se sont rangés dans le camp de la contre-révolution pour combattre le pouvoir soviétique.



L'émergence de directions petites-bourgeoises indépendantes du stalinisme qui ont mené des révolutions victorieuses, comme ce fut le cas en son temps avec le castrisme et comme c'est le cas aujourd'hui avec le sandinisme, peut nous induire en erreur et nous faire croire qu'une stratégie commune nous unit à ces directions et à leurs organisations : celle de mener la révolution politique contre le régime bourgeois au pouvoir et de libérer le pays de l'impérialisme. Ce serait une grave erreur, car nous n'avons aucune stratégie commune avec ces directions petites-bourgeoises indépendantes du stalinisme. Comme toute direction petite-bourgeoise, elles oscillent entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Elles jouent tantôt un rôle progressiste, tantôt un rôle réactionnaire. Mais à long terme, il est inévitable qu'elles trahissent la révolution, à un moment ou à un autre du processus révolutionnaire, pour cette raison de classe profonde : elles sont petites-bourgeoises.

Pour nous, la révolution politique est une étape de la révolution socialiste. C'est pourquoi, si nous pouvons nous entendre avec eux pour renverser une dictature pro-impérialiste, nous ne sommes pas d'accord sur qui doit la remplacer. Ils sont tout à fait disposés, comme l'ont démontré le castrisme avec Urrutia¹ et le sandinisme avec Chamorro² et Robelo³, à remplacer la dictature par un gouvernement bourgeois de collaboration de classes. Nous luttons pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir afin de faire la révolution socialiste. Et, si nous le pouvons, nous le faisons immédiatement, car le pire qui puisse arriver à une révolution est de rester bloquée au « stade » de la révolution politique démocratique, comme le montre également le Nicaragua. La seule chose qui nous unit à ces directions, c'est que nous sommes tous deux contre le régime dictatorial, mais nous sommes radicalement divisés sur ce que nous défendons : eux, un nouveau gouvernement bourgeois ; nous, un gouvernement ouvrier et paysan. Il n'y a donc aucune stratégie commune.

Si ces directions, prises en étau entre la montée des masses et l'agression impérialiste, se voient contraintes, contre leur gré, d'exproprier la bourgeoisie et d'instaurer un État ouvrier, comme l'a fait Castro, nous n'avons pas non plus de stratégie commune avec elles. Pour nous, les révolutions nationales sont des étapes de la révolution socialiste

1 Manuel Urrutia Lleó (1901-1981) : homme politique cubain de tendance libérale et opposé à la dictature de Batista. Il fut désigné par Castro pour prendre la présidence de la république cubaine en 1959. Mais il rompit très rapidement avec les castristes et quitta Cuba.

2 Violeta Barrios Torres, dite Violeta Barrios de Chamorro (1929-2025) : femme politique nicaraguayenne de tendance libérale. Opposée à la dictature sandiniste, elle participa avec les sandinistes à la *Junte Nationale de Reconstruction* (1979-80). Après avoir rompu avec les sandinistes, elle devint présidente du pays.

3 Alfonso Robelo (1939-) : opposant libéral à la dictature sandiniste au Nicaragua avant 1979. Il participe à la *Junte Nationale de Reconstruction* (1979-80) avec les sandinistes mais rompt rapidement et est forcé de s'exiler en 1982.

internationale. La constitution d'États ouvriers a pour objectif fondamental et prioritaire de construire un levier extrêmement puissant pour aider au développement de la révolution mondiale. Ces directions, précisément parce qu'elles sont petites-bourgeoises, sont nationalistes, et non internationalistes. Lorsqu'elles prennent le pouvoir, elles font tout leur possible pour ne pas exproprier et ne mettent jamais le pays au service de l'extension de la révolution. Et, si elles exproprient, elles établissent un régime totalitaire pour démobiliser les masses et se consacrer à « construire le socialisme dans leur propre pays ». Il n'y a donc aucune convergence stratégique, dans la mesure où notre stratégie est opposée à la leur : instaurer dans l'État ouvrier un régime léniniste, le seul qui, s'appuyant sur l'auto-organisation et la mobilisation démocratique des travailleurs, ait pour objectif central le développement de la révolution socialiste internationale.

IV

La différence entre les directions petites-bourgeoises indépendantes et les appareils traditionnels réside dans le fait que les premières, dans certaines conjonctures, veulent bel et bien faire une révolution, ne serait-ce que contre un régime haï, tandis que les seconds sont consciemment contre-révolutionnaires. C'est pourquoi nous saluons les directions petites-bourgeoises indépendantes, si elles restent fidèles à leur propre programme, comme de grands combattants et héros de la révolution démocratique et anti-impérialiste, tandis que nous dénonçons les bureaucrates et les staliniens comme contre-révolutionnaires.

Mais cette différence ne doit pas nous faire oublier que les directions petites-bourgeoises indépendantes, de par leur nature de classe, sont bien plus proches de la bureaucratie et du stalinisme que de nous. C'est la seule explication possible au fait que Castro ait rejoint l'appareil stalinien mondial ; que les sandinistes, sans y avoir adhéré, appliquent fidèlement la politique que leur conseille le stalinisme ; et que les guérilleros salvadoriens soient contrôlés par le stalinisme avant même que la révolution démocratique anti-impérialiste n'ait triomphé, et ne proposent plus de renverser Duarte, mais de partager le gouvernement avec lui, c'est-à-dire qu'ils ne sont même plus cohérents avec la réalisation de la révolution démocratique anti-impérialiste. En conclusion, s'il est vrai qu'avec les directions petites-bourgeoises indépendantes nous pouvons parcourir ensemble un tronçon du chemin plus long que celui que nous pouvons parcourir avec le stalinisme, cela n'en reste pas moins un tronçon du chemin. Mais nous ne sommes pas d'accord sur la stratégie, c'est-à-dire sur la destination de ce chemin.

C'est pourquoi notre politique d'alliances avec les directions petites-bourgeoises indépendantes est la même qu'avec le stalinisme, la bureaucratie syndicale et même les directions nationalistes bourgeoises : elle se réduit strictement à des accords d'action commune, tout en conservant notre totale indépendance politique et organisationnelle, afin de mobiliser les masses et de les remplacer en tant que direction.

V

Le fait que les directions indépendantes jouent, à certaines périodes de la lutte des classes, un rôle plus progressiste que le stalinisme et les autres appareils contre-révolutionnaires ne signifie pas pour autant qu'elles constituent la meilleure direction possible pour les secteurs populaires alliés au prolétariat. Nous, les trotskistes, n'abandonnons pas ces secteurs sociaux à la merci de ces directions petites-bourgeoises

indépendantes. Nous luttons pour que ce soit la classe ouvrière qui dirige ses alliés, ce qui signifie écarter de la direction des secteurs populaires non prolétariens les directions petites-bourgeoises – y compris la guérilla –. Nous voulons que les paysans pauvres, le prolétariat rural, la petite bourgeoisie urbaine appauvrie, les marginaux, le semi-prolétariat, etc., reconnaissent comme leur direction la classe ouvrière et sa direction révolutionnaire trotskiste ou trotskisante, et non les organisations petites-bourgeoises. Cela implique, entre autres, que nous, les trotskistes, n'acceptons pas que les secteurs populaires non ouvriers soient l'apanage des directions petites-bourgeoises. Notre objectif est qu'il y ait des fractions paysannes, petites-bourgeoises inférieures, etc., trotskistes (même si nous n'avons pas les forces de le mettre en pratique si notre parti est petit), qui combattent les organisations bourgeoises, petites-bourgeoises et bureaucratiques dans tous les secteurs sociaux, en leur expliquant que ce n'est que sous la direction et le gouvernement de la classe ouvrière qu'ils parviendront à détruire le régime haï et à satisfaire leurs revendications.

VI

Toute politique d'alliances implique des accords entre directions. Ces accords peuvent prendre la forme de simples unités d'action, de fronts ou d'organisations communes. Contrairement aux accords, qui n'engagent le parti qu'à lutter pour le point commun sur lequel il s'est mis d'accord, les fronts impliquent déjà l'existence d'une direction, c'est-à-dire un certain degré de centralisme, et d'organismes de base communs. C'est pourquoi le trotskisme n'envisage jamais, même à titre d'hypothèse, de former un front, et encore moins une organisation révolutionnaire commune, avec des organisations non ouvrières, qu'elles soient bourgeoises ou petites-bourgeoises, car cela signifierait que nous serions prêts à accepter la discipline de ces organisations ou, ce qui revient au même, la perte de l'indépendance du parti et de la classe ouvrière face à des organisations non prolétariennes.

En revanche, nous acceptons ou encourageons les fronts ou les organisations communes avec d'autres directions ou organisations ouvrières. Nous sommes présents dans les syndicats et les soviets, qui sont des fronts plus ou moins permanents de la classe ouvrière, et il est impératif que nous y soyons. Nous pouvons même faire partie d'un parti ouvrier dirigé par des directions ouvrières bureaucratiques pro-bourgeoises ou staliniennes populistes de front populaire afin d'arracher une classe ouvrière arriérée à la soumission aux partis bourgeois et de conquérir l'indépendance politique du prolétariat.

Sur ces fronts, s'il s'agit de mouvements de masse ou même s'ils reflètent un phénomène très progressiste et dynamique de l'avant-garde ouvrière, nous pouvons nous y soumettre. Si, en outre, leur fonctionnement est démocratique, notre discipline peut devenir presque totale. Notre discipline n'est jamais totale, car un front ouvrier peut appliquer une politique contraire à nos principes : nous ne soutenons pas et ne nous alignons pas sur un syndicat d'enseignants blancs américains, même s'ils constituent la grande majorité des enseignants, s'ils exigent la ségrégation des enseignants latino-américains ; nous ne soutenons pas et ne nous alignons pas sur les syndicats américains qui manifestaient en faveur de la guerre impérialiste au Vietnam.

Ces fronts ouvriers sont des fronts et non de simples accords, car ils présentent un certain degré de centralisme, une direction, des organes de base communs où les différents courants ou fractions luttent pour imposer leurs politiques et que nous aspirons à rendre

démocratiques et pour lesquels nous nous battons, une certaine pérennité dans le temps, etc.

Nous pouvons également conclure des accords politiques avec des directions ouvrières contre-révolutionnaires ou réformistes, tout comme nous le faisons avec des directions bourgeoises ou petites-bourgeoises. Tant les fronts que les accords avec des directions ouvrières contre-révolutionnaires ou réformistes ont le même double objectif que les accords que nous concluons avec des directions non prolétariennes : mobiliser les ouvriers et détruire la bureaucratie. Nous sommes dans les soviets pour mobiliser les travailleurs vers le pouvoir et évincer les courants réformistes qui y participent. Nous sommes dans un parti travailliste pour défendre l'indépendance politique de la classe et pour évincer sa direction collaborationniste. Et nous concluons un accord comme celui du MAS et du PC argentins pour mobiliser et faire progresser la conscience de notre classe et arracher la direction de l'avant-garde au PC.

VII

Le Front unique révolutionnaire, en revanche, est un front entre notre organisation trotskiste et les courants ouvriers d'avant-garde qui évoluent vers notre programme. Il s'agit d'une transition vers le parti ouvrier révolutionnaire. Si le front prend forme, il tendra rapidement à se transformer en parti ouvrier révolutionnaire. Nous lutterons pour qu'il soit permanent et qu'il s'organise selon un mode centraliste démocratique. Cela signifie, entre autres, que notre discipline à son égard sera absolue, puisque nous tendrons à dissoudre notre organisation.

Tout comme les accords avec des directions non prolétariennes et les fronts, ainsi que les accords avec des directions ouvrières contre-révolutionnaires, le Front unique révolutionnaire vise la mobilisation des masses. Mais c'est une tactique qui s'inscrit dans la stratégie de construction du parti. C'est pourquoi il se distingue de ceux-là en ce que nous ne voulons pas détruire les organisations ouvrières révolutionnaires avec lesquelles nous formons le Front unique révolutionnaire, mais nous renforcer tous en formant un parti unique. Si, au cours du développement de notre politique de Front unique révolutionnaire, l'évolution de ces courants s'arrête et qu'ils se cristallisent en tant que centristes, le Front unique révolutionnaire se rompt et les centristes deviennent un nouvel obstacle à la construction du parti et doivent être traités comme tels : des accords pour mobiliser les masses et les détruire.

VIII

Bien que les accords et les fronts conclus par le parti trotskiste constituent des tactiques découlant de ses stratégies fondamentales visant à mobiliser les masses en vue de la prise du pouvoir par le prolétariat et à construire le parti, ces tactiques sont, en tant que principe général, obligatoires. L'un des principes du trotskisme et du léninisme, qui le distingue de l'ultra-gauche et des sectaires, est précisément le caractère obligatoire de tout accord ou front qui contribue à la mobilisation des masses et/ou à la construction du parti.

Mais ce principe se combine et s'assujettit à un autre : notre politique ne s'adresse pas aux directions, aux organisations ou aux secteurs d'avant-garde du mouvement ouvrier auxquels nous proposons des accords ou des fronts, ni sur lesquels nous voulons travailler pour les gagner à la cause du parti. Au contraire, notre politique et nos slogans

sont dictés par les besoins des masses et, en tenant compte de leur conscience, cherchent à jeter un pont entre cette mobilisation et les tâches socialistes. C'est pourquoi, à chaque tournant de la lutte des classes, le trotskisme élabore un programme de transition qui part des besoins de la classe ouvrière et des grandes masses populaires.

Toute tentative visant à définir notre politique et nos slogans à partir des orientations, des préoccupations ou des besoins des organisations avec lesquelles nous concluons des accords ou formons des fronts, ou encore à partir des secteurs d'avant-garde sur lesquels nous concentrons notre action pour construire le parti, relève du révisionnisme d'avant-garde. Cela nous éloigne de la classe ouvrière et nous conduit à capituler devant des secteurs non prolétariens, ou devant des ouvriers opportunistes ou centristes, et nous empêche de mobiliser les masses vers le triomphe de la révolution socialiste.

C'est pourquoi notre relation avec les organisations avec lesquelles nous formons des fronts ou concluons des accords, et avec les secteurs d'avant-garde sur lesquels nous travaillons, consiste en une critique systématique de leurs positions, en une confrontation de notre politique et de nos slogans – issus des besoins des masses et de leur mobilisation – avec les slogans et les politiques de ces organisations et secteurs d'avant-garde.

Notre courant a une longue tradition de lutte contre l'avant-gardisme mandéliste et contre l'une de ses expressions les plus criminelles : la capitulation devant les organisations de guérilla. Cette bataille est l'un des jalons fondamentaux du développement de ce qu'est aujourd'hui la LIT-QI. Même si les guérillas et les phénomènes d'avant-garde actuels ne sont pas identiques à ceux de la première période castriste, les conclusions générales de cette lutte font partie de la tradition et des principes de la LIT-QI⁴.

IX

Pour appliquer correctement la politique d'alliances et toute autre politique trotskiste, il est indispensable de définir clairement la classe et les orientations politiques des organisations et des directions qui agissent au sein du mouvement de masse et de son avant-garde. Le trotskisme rejette toute définition de classe qui ne tiendrait compte que d'une seule caractéristique ou d'un seul élément : le programme, la composition sociale de la base, l'origine sociale de la direction, la forme d'organisation, ou autre. Tous ces éléments font partie de la définition, mais les deux caractéristiques centrales sont la direction et la politique.

La question de classe de la direction ne réside pas dans son origine sociale, mais dans le fait que cette direction se propose ou non de construire une organisation ouvrière organiquement indépendante de la bourgeoisie. Si elle se le propose, c'est une direction ouvrière et son organisation est une organisation ouvrière. Elle peut être une direction ouvrière syndicale, stalinienne, électoraliste, syndicalo-bureaucratique, syndicalo-révolutionnaire, bolchevique, mais elle est ouvrière. Si elle se propose d'organiser tous ceux qui sont prêts à voter pour elle aux élections, ou à mener des actions armées, ou quoi que ce soit d'autre, sans se soucier de la classe sociale, ce n'est pas une direction ouvrière, mais bourgeoise ou petite-bourgeoise. Le fait que sa base puisse être majoritairement ouvrière, comme c'est le cas, par exemple, du péronisme argentin, ne change pas le caractère de classe de l'organisation et de sa direction, cela ne fait que la rendre plus néfaste et plus dangereuse.

4 Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale.

Le problème politique se résume à la question suivante : que propose cette direction à la classe ouvrière ? Selon la réponse à cette question, il peut s'agir d'une direction ouvrière de droite et pro-bourgeoise, comme la bureaucratie syndicale argentine, ou d'une direction pro-bourgeoise et collaborationniste de classe, comme la social-démocratie, le stalinisme, le centrisme de classe, etc. Une direction ouvrière n'est révolutionnaire que si elle est trotskiste, c'est-à-dire si elle défend le programme de la révolution socialiste internationale, ou trotskiste en devenir, c'est-à-dire si elle est dynamique, si elle se dirige de plus en plus vers la gauche, si elle tend vers notre programme.

De ces deux éléments, celui qui prime, le point de départ de toute définition, est le caractère de classe. Définir une organisation à partir d'une politique conjoncturelle ou d'un programme écrit plus ou moins radical est une grave erreur qui nous entraîne inévitablement vers l'opportunisme. C'est-à-dire qu'elle nous laissera sans défense, nous et notre classe, lorsque cette direction ou cette organisation commettra l'inévitable trahison du processus révolutionnaire qui découle inexorablement de son caractère de classe non prolétarienne.

X

Les organisations et les directions de la guérilla ne sont pas ouvrières, mais bourgeoises ou petites-bourgeoises, du simple fait qu'elles sont des organisations de guérilla. Leur direction ne se propose pas de construire une organisation ouvrière au sein de la classe ouvrière, mais d'organiser tous ceux qui sont d'accord pour faire de la guérilla, pour servir de base à la guérilla ou pour soutenir la guérilla. Leur ligne de démarcation n'est pas la classe ouvrière, mais les individus de n'importe quelle classe qui veulent prendre les armes. Leur programme et leur politique consistent à faire de la guérilla.

Les organisations de guérilla constituent un phénomène distinct des partis politiques qui, à un moment donné, ont mené des actions de guérilla, comme ce fut le cas, entre autres, du Parti communiste chinois, du mouvement castriste et du Parti communiste vietnamien. Tous ces partis, bien qu'ils aient à une certaine époque adopté la guérilla comme forme fondamentale de lutte, l'ont subordonnée au parti. Les organisations de guérilla ne sont subordonnées à aucun parti, mais elles subordonnent leurs organisations et leurs militants « de surface ». Lorsque les organisations de guérilla développent une organisation « de surface », syndicale ou politique, parmi les travailleurs ou la jeunesse, celle-ci constitue le bras politique de l'organisation de guérilla. L'organisation de guérilla n'est donc pas le bras armé d'un parti politique (ouvrier ou non), mais l'inverse. Les Montoneros argentins⁵, par exemple, disposaient d'une nombreuse Jeunesse ouvrière péroniste regorgeant de militants syndicaux extraordinaires, ainsi que d'une jeunesse universitaire, lycéenne, de quartier, etc. Chacune d'entre elles comptait bien plus de membres que les combattants montoneros. Mais lorsque Firmenich a donné l'ordre de passer à la clandestinité et de relancer la guérilla, tous ces militants, sans voix ni vote, ont obéi à l'ordre et ont abandonné à leur sort les travailleurs et la jeunesse.

En faisant de la guérilla un programme et une stratégie permanents, les organisations de guérilla ne peuvent en aucun cas être qualifiées d'organisations ouvrières, car, comme l'affirmait Lénine :

5 Les montoneros étaient une organisation de la gauche péroniste argentine, forte de plusieurs milliers de militants. Elle fut fondée en 1970 et mena une activité de guérilla jusqu'à sa disparition, en 1979. Son principal dirigeant était Mario Firmenich.

« Le parti du prolétariat ne doit jamais considérer la guerre de guérilla comme le seul, ni même le principal moyen de lutte, mais il doit la subordonner à d'autres, il doit garder la proportion nécessaire avec les principaux moyens de lutte, il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Sans cette dernière condition, tous, absolument tous les moyens de lutte, dans la société bourgeoise, rapprocheront le prolétariat de différentes couches non prolétariennes situées au-dessus ou en dessous de lui... » (Lénine, Œuvres complètes, Cartago, Buenos Aires, 1960, tome XI, p. 215).

Les organisations de guérilla sont les ennemies de l'organisation ouvrière. Elles n'orientent pas leurs dirigeants, qui sont souvent d'extraordinaires combattants, vers l'organisation des travailleurs, vers la construction au sein de la classe ouvrière d'un parti, d'un syndicat, d'un soviet, mais les orientent vers l'organisation des guérilleros. Pire encore, elles utilisent la classe ouvrière, si elles y interviennent, comme source de combattants, arrachant ainsi à la classe (et envoyant à la mort) des militants et des combattants extrêmement précieux, et affaiblissant ainsi l'organisation de la classe ouvrière. Et lorsqu'ils ne les retirent pas physiquement, ils les retirent de leur activité, puisqu'ils les utilisent comme soutien, pour garder des armes ou les transporter, pour faire de la propagande clandestine en faveur de la guérilla.

Le développement des luttes ouvrières peut provoquer des crises parmi les militants et les dirigeants des organisations « de surface » de la guérilla qui reflètent le mieux les travailleurs, lorsqu'ils constatent que les ordres des « commandants » sont néfastes pour leur classe. Cette crise peut même les conduire à rompre avec l'organisation de guérilla. Il est de notre devoir d'intervenir dans cette crise pour l'approfondir et gagner des individus ou des groupes révolutionnaires d'une valeur inestimable. Mais cela ne doit pas nous amener à confondre la guérilla avec une organisation ouvrière, car c'est exactement le contraire.

XI

Son caractère petit-bourgeois fait de l'organisation de guérilla une ennemie de la mobilisation permanente et démocratiquement auto-organisée de la classe ouvrière et du mouvement de masse. Comme toute organisation petite-bourgeoise, elle oscille entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et passe de la lutte la plus acharnée aux trêves les plus infâmes, comme par exemple celle que les Montoneros argentins ont signée avec le gouvernement bourgeois de Cámpora ou celle du M-19 colombien avec Betancur. Elle n'éduque pas la classe ouvrière à ne compter que sur ses propres forces et sur la mobilisation de ses alliés sous sa direction, mais lui donne de fausses illusions en lui faisant croire que ses problèmes seront résolus par l'action d'une poignée de combattants héroïques. Elle ne veut en aucun cas l'auto-organisation démocratique des ouvriers, ni du peuple urbain, ni des paysans, mais cherche à les encadrer dans une structure militaire étroitement totalitaire. Elle ne dit pas aux travailleurs que ce sont eux qui doivent prendre le pouvoir, mais qu'ils doivent la soutenir pour que ce soit elle, l'organisation de guérilla, qui prenne le pouvoir. Et, si elle parvient à prendre le pouvoir, elle fait la même chose que n'importe quelle organisation petite-bourgeoise : elle instaure un régime bonapartiste, exerçant un contrôle de fer sur le mouvement de masse pour l'empêcher de continuer à se mobiliser, et un nationalisme fermé opposé à l'extension de la révolution à la région et au monde.

L'organisation de guérilla est également l'ennemie de la mobilisation permanente des masses, car ses actions provocatrices déclenchent ou servent de prétexte à de violentes répressions, voire à des coups d'État, qui restreignent ou font disparaître les libertés démocratiques arrachées par le mouvement de masse et qui, pour les trotskistes et pour Lénine, constituent des outils formidables pour l'organisation et le déploiement à grande échelle de la véritable lutte des classes.

Pour toutes ces raisons, l'organisation guérillera est l'ennemie mortelle d'une stratégie fondamentale du trotskisme : la mobilisation permanente et démocratiquement auto-organisée des travailleurs. Le trotskisme, au contraire, bien qu'il n'élève jamais la guérilla au rang de forme fondamentale et permanente de lutte, l'accepte comme une tactique légitime lorsque, à certains moments, elle contribue à la mobilisation des masses.

XII

L'organisation de guérilla est également l'ennemie de la deuxième stratégie fondamentale du trotskisme : la construction de l'Internationale et de ses sections nationales. En retirant de la classe ouvrière de précieux dirigeants et cadres révolutionnaires, en poussant la classe ouvrière à la passivité par l'attente de combattants sauveurs, en provoquant la répression et le coup d'État, les organisations de guérilla renforcent le poids des appareils contre-révolutionnaires au sein de la classe ouvrière, au premier rang desquels le stalinisme. Retirer un grand nombre d'activistes combattifs ou révolutionnaires du sein de leur classe facilite énormément la tâche de toutes les bureaucraties ouvrières, car ces mêmes activistes, engagés dans la lutte anti-patronale et antibureaucratique, pourraient être le ferment et la direction de la rébellion contre la bureaucratie et de son anéantissement.

Pour ces raisons, l'organisation de guérilla est l'un des pires ennemis de la construction du parti. Et plus elle a d'influence sur l'avant-garde ouvrière, plus elle est dangereuse en tant qu'ennemie. Même un parti opportuniste de masse est plus facile à combattre que la guérilla, car, sous la pression de la base, il peut se voir contraint, par exemple, de convoquer une grève générale même s'il ne le souhaite pas. Et avec la grève générale, la classe agit en tant que classe, l'activisme se renforce et se renouvelle, il devient plus facile de construire le parti. L'organisation de guérilla, en revanche, peut déclencher une grève générale dont personne ne veut, provoquant une défaite et une répression accrue.

Il est indispensable de lutter contre la politique de guérilla pour pouvoir construire le parti. Si la guérilla exerce une grande influence sur le mouvement ouvrier ou sur son avant-garde, tant que nous n'aurons pas détruit cette influence, il n'y aura aucune possibilité de construire le parti ouvrier révolutionnaire de masse, ni même un parti d'avant-garde fort, car elle agira comme un canal de dérivation pour les militants qui rompent avec la bureaucratie traditionnelle, les éloignant de leur classe et les détournant du parti.

XIII

Les organisations de guérilla sont terroristes. Dans la quasi-totalité des cas, leurs actions ne contribuent pas au développement de la mobilisation, de l'organisation et de la conscience des masses. La guérilla mène une « guerre de poche » contre la bourgeoisie et son État, à l'opposé exact de la guerre civile, dans laquelle la mobilisation ouvrière et des masses prend des formes armées, de guérilla (au sens technique du terme), insurrectionnelles ou de guerre conventionnelle entre armées, comme ce fut le cas lors de

la guerre civile en Russie. Les actions terroristes de la guérilla, étant décidées de son propre chef, provoquent la confusion, voire le rejet du mouvement de masse. En ne tenant pas compte des masses, les actions de guérilla déclenchent ou servent de prétexte pour déclencher une répression du régime absolument disproportionnée par rapport au niveau de mobilisation, d'organisation et de conscience de celles-ci ; les masses se retrouvent sans défense, désorganisées et non préparées à faire face à cette répression. Chaque action de la guérilla, à l'exception des très rares cas où, par hasard, elle contribue à la mobilisation, désorganise, démobilise et désarme les travailleurs. Pour ces raisons, non seulement nous, les trotskistes, ne soutenons pas ces actions, mais nous dénonçons devant les travailleurs leur caractère démoralisant, démobilisateur et désorganisateur. Notre seule obligation de principe à l'égard de la guérilla est de la défendre contre la répression du régime bourgeois.

Les seules actions de guérilla que nous soutenons sont celles qui respectent strictement le critère léniniste :

« ... les "expropriations" de biens privés ne sont pas autorisées, d'une manière générale ; celles de biens publics ne sont pas recommandées et ne sont admises que sous le contrôle du parti et à condition que les ressources soient affectées aux besoins de l'insurrection. Les actions de guérilla sous forme de terreur sont recommandées contre les agents de la violence gouvernementale et les membres actifs des centurions noirs, mais sous les conditions suivantes : 1) tenir compte de l'opinion des grandes masses ; 2) prendre en considération les conditions du mouvement ouvrier dans la localité concernée ; 3) veiller à ne pas gaspiller les forces du prolétariat... » (Lénine, Œuvres complètes, Cartago, Buenos Aires, 1960, tome XI, p. 216).

Par conséquent, nous, les trotskistes, ne soutenons jamais en général les actions de guérilla et, en particulier, nous les dénonçons devant les masses dans la grande majorité des cas.

XIV

L'armement du prolétariat fait partie de notre programme. Comme toute autre tâche, il ne se concrétise dans la pratique que lorsque le prolétariat, ou des secteurs importants de celui-ci, commencent à en comprendre la nécessité et se proposent de s'armer. Si le prolétariat décide de s'armer, aucune force au monde ne pourra l'en empêcher ; et s'il n'est pas disposé à le faire, aucune force au monde n'y parviendra. Lorsque l'intensité de la lutte des classes impose objectivement au prolétariat la nécessité de s'armer, mais que celui-ci ne le comprend pas encore ou n'est pas disposé à le faire, le parti ne peut aller plus loin que de lui expliquer patiemment qu'il doit s'armer, jusqu'à ce qu'il le comprenne et passe à l'action.

Le programme militaire du prolétariat s'oppose à celui des organisations de guérilla. Celles-ci soutiennent qu'il faut construire une armée pour affronter l'armée bourgeoise ; nous, les trotskistes, nous mettons en place des comités d'autodéfense dans la perspective d'une milice ouvrière et d'un travail au sein de l'armée bourgeoise pour séparer sa base populaire de sa direction contre-révolutionnaire, entraîner la première dans le camp de la révolution et, en fusionnant avec les milices ouvrières, mener une insurrection, et non une guerre d'armée contre armée. La nécessité de construire une armée ne se pose qu'à partir de la constitution de l'État ouvrier ou de l'existence d'une

véritable guerre civile avant la conquête du pouvoir, ce qui implique l'existence de zones géographiques dans lesquelles les travailleurs gouvernent déjà.

Étant donné que le programme militaire de l'organisation de guérilla s'oppose à la création d'une milice ouvrière, au travail de persuasion au sein de l'armée bourgeoise et à l'insurrection, ce programme et les actions menées par la guérilla ne rapprochent pas le prolétariat des armes, mais l'en éloignent. La guérilla constitue un obstacle absolu à notre programme militaire trotskiste d'armement du prolétariat. Il est donc inadmissible que le trotskisme prétende « éduquer » le prolétariat sur la nécessité de s'armer en faisant de la propagande en faveur de la guérilla et de ses actions. Il est au contraire indispensable de dénoncer l'organisation de guérilla et ses actions devant le mouvement de masse si nous voulons véritablement que les travailleurs s'arment.

XV

Face à la montée des luttes ouvrières, la guérilla entre dans une crise profonde. Cette crise s'aggrave encore davantage au sein des organisations de guérilla qui développent des organisations syndicales « de surface ». Les militants de ces organisations sont soumis à une double pression : celle de la direction de la guérilla et celle des luttes ouvrières, qui agissent en sens opposé. Les cadres syndicaux de la guérilla sont contraints de choisir entre les besoins des travailleurs et les ordres des « commandants ». Cette crise deviendra inévitablement plus profonde et plus explosive lorsque la direction de la guérilla, comme toute autre direction petite-bourgeoise, passera dans le camp de la bourgeoisie et/ou conclura un pacte avec le stalinisme, ce qui ne peut manquer de se produire en raison de son caractère de classe.

Il est du devoir des trotskistes d'intervenir dans cette crise, non pas pour l'éviter, mais pour l'approfondir et la développer. C'est-à-dire pour opposer les militants syndicaux, les jeunes, etc. de la guérilla à la direction de la guérilla et les amener à rompre avec elle. Il serait contraire aux principes d'intervenir dans cette crise en proposant à l'organisation de la guérilla le Front unique révolutionnaire, car celui-ci est impossible avec une organisation petite-bourgeoise. Au contraire, une telle proposition renforcerait la direction de la guérilla, à laquelle nous donnerions un certificat de révolutionnaire ouvrière. On ne pourra jamais parvenir à ce que la JTP⁶ ou des secteurs de celle-ci rompent avec Firmenich si nous proposons de former un parti ouvrier révolutionnaire avec lui.

La tactique visant à aggraver la crise de l'organisation de guérilla est donc la même que celle à adopter face à toute autre direction bourgeoise ou petite-bourgeoise exerçant une influence sur les masses ou l'avant-garde ouvrière : des accords pour une action commune sur le terrain de la lutte des classes ; une indépendance totale de notre parti pour mener une politique systématique de critique et de dénonciation auprès des masses des incohérences politiques de la direction de la guérilla et de ses méthodes néfastes. Dans le cadre de ces accords, nous, les trotskistes, devons privilégier les secteurs ouvriers influencés par la guérilla, ce qui peut se traduire par la constitution d'une tendance syndicale combative, anti-patronale, anti-gouvernementale et antibureaucratique. Notre grand combat consiste à faire en sorte que ces secteurs cessent d'obéir à la guérilla et rompent avec elle.

Un mot d'ordre transitoire en ce sens doit être de les appeler à exiger de la guérilla qu'elle se soumette et se discipline face à la classe ouvrière, à ses organisations de masse ou au courant syndicaliste de classe. Cette discipline a une limite, celle des principes : la guérilla

6 JTP : Jeunesse Travailleuse Péroniste.

ne peut jamais être contrainte de déposer les armes parce que la direction opportuniste d'une centrale ouvrière en décide ainsi. Mais si cette centrale exige d'elle de ne plus mener d'actions, elle doit s'y conformer, sauf en cas de légitime défense. Notre proposition serait que la guérilla soit l'un des détachements armés de la centrale ouvrière et mène des actions en fonction des besoins de la lutte ouvrière et des souhaits des travailleurs.

Même si aucune organisation de guérilla n'a jamais accepté cela, nous ne pouvons pas l'écarter d'un point de vue hypothétique. Mais cela ne se produira, en tout état de cause, qu'à l'issue d'une lutte interne acharnée et d'une crise et d'une division au sein de l'organisation de guérilla. Nous, les trotskistes, devons être le pôle ouvrier de cette discussion, c'est-à-dire ceux qui s'opposent le plus clairement et le plus énergiquement à la direction de la guérilla sur le plan du programme, de la politique et des méthodes.

Ce n'est que si une telle rupture se produit qu'il sera possible de concrétiser un Front unique révolutionnaire avec les militants syndicaux de la guérilla et le secteur hypothétique de la guérilla qui se soumettrait à eux, puisqu'ils se seraient alors transformés en un courant ouvrier. Il restera toutefois à voir s'il s'agit d'un courant ouvrier centriste cristallisé ou s'ils évoluent vers notre programme, car dans le premier cas, il n'y a pas non plus de possibilité de Front unique révolutionnaire.